

LA FORCE DE LA PAIX



Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°0013

Janvier 2012



Catherine Bragg, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, en visite dans l'Ouest de la CI.

Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

www.onuci.org



AMORCER LE DIALOGUE POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel ivoirien a proclamé les résultats des élections législatives du 11 décembre 2011. Lors d'un point de presse le 31 janvier 2012, le président de l'institution, Francis Wodié a annoncé la validation du scrutin sur l'ensemble des circonscriptions électorales, à l'exception de onze d'entre elles, pour la plupart à cause des irrégularités qui y ont été commises. Par ailleurs, une élection partielle sera organisée dans une douzième circonscription, celle de Logoualé dans l'ouest montagneux, où un des candidats est décédé avant le vote.

Comme on s'y attendait, au sein de la classe politique, le verdict du Conseil constitutionnel n'a pas fait que des heureux. Un grand nombre de requêtes avaient été déposées par des candidats malheureux qui s'estiment lésés par les conditions d'organisation de la consultation et qui s'attendaient par conséquent à obtenir gain de cause.

La décision de l'institution n'étant pas susceptible de recours, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) exhorte les acteurs politiques à l'accepter et à inviter leurs partisans à en faire autant.

Le Chef de la mission onusienne attend toute l'information nécessaire pour procéder à la certification du scrutin.

Sur la date des prochaines législatives partielles, le Conseil constitutionnel a renvoyé les principaux acteurs à la Commission électorale indépendante (CEI), le seul organe habilité à fixer le

calendrier de cette consultation. Il est important de rappeler que c'est seulement à l'issue de ce vote localisé que la nouvelle législature pourrait être mise en place.

En attendant, la situation en Côte d'Ivoire continue de bénéficier, comme par le passé, de l'attention particulière et bienveillante de la communauté internationale. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders était ainsi le 26 janvier 2012 à New York, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Dans sa présentation aux Quinze, il a surtout mis l'accent sur les progrès et les défis dans les domaines de la sécurité, de la réconciliation nationale, du dialogue politique, pour préparer le terrain à la relance économique et au développement (voir à ce sujet, l'article de Marie-Mactar Niang en page3)

L'autre défi à relever est la promotion du dialogue politique. Le patron de l'ONUCI a pris de multiples initiatives en direction du Gouvernement et de l'opposition pour faciliter et encourager les échanges. Avant sa présentation devant le Conseil de sécurité, M. Koenders a eu des consultations avec la communauté diplomatique accréditée auprès des Nations Unies. En outre, le Représentant spécial avait eu des entretiens séparés avec les représentants des membres permanents du Conseil, notamment la Chine, les Etats-Unis, le Royaume Uni et la Russie.

Sur le terrain, des signes encourageants ont été observés, même si des incidents violents continuent d'émailler le quotidien des populations. A fortiori, ceci montre que beaucoup reste à faire, notamment dans le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration/ Réforme du secteur de sécurité (DDR/SSR).

En ce début d'année, on aurait toute fois tort de penser que les Ivoiriens ne sont préoccupés que par la politique. Du 23 janvier au 12 février, la Côte d'Ivoire, en compagnie de quinze autres pays du continent, prend part à la 28ème édition de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 2012). Constatant qu'une frange importante de la population n'a pas facilement accès aux moyens modernes de communication pour regarder le football et pour pouvoir célébrer les performances de leurs stars, l'ONUCI offre des projections publiques. Celles-ci ont lieu à Bangolo, Bouaké, Bondoukou, Daoukou, Issia, Ouangolodougou, Odienné, San Pedro, Yamoussoukro et Bongouanou.

Ces moments d'intense communion entre Ivoiriens grâce à la magie du sport, sont également l'occasion pour l'ONUCI d'échanger avec le public avant le début des matches et à la mi-temps sur différentes thématiques comme les droits de l'Homme, le VIH/Sida, la cohésion sociale, la réconciliation nationale, l'Etat de droit et la relance économique, qui doit être un des objectifs essentiels pour la Côte d'Ivoire pour l'année 2012-2013.

Malick Faye



Faites entendre votre voix



Nations Unies

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
 Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
 Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
 Graphiste Designer : **Jean Brice N'doli**
 Illustrations : **Serge Assain Aliké**
 Crédits photos : **Esteve Patricia, Basile Zoma et Macline Hien**

Publié par le Bureau de l'Information publique -
www.onuci.org
 Copyright* « La Force de la Paix » 2011
 Tous droits réservés



Ensemble pour la PAIX

LE CHEF DE L'ONU CI PRESENTE LE DOSSIER IVOIRIEN DEVANT LE CONSEIL DE SECURITE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, a présenté le 26 janvier 2012 devant le Conseil de sécurité, un exposé sur la situation en Côte d'Ivoire. A cette occasion, il a indiqué que ce pays avait effectué des progrès significatifs en vue de la normalisation dans le pays. Selon M. Koenders, les élections législatives ont constitué une étape importante vers le retour à l'ordre constitutionnel et la poursuite du processus de paix. Il a noté qu'il « était important

sécurité et des autres partenaires internationaux.

M. Koenders a rappelé qu'en raison des poches de résistance qui subsistent encore, les questions de la sécurité nationale ne doivent pas être sous-estimées. « Il est crucial que l'ONU aide le Gouvernement à garantir la stabilité, ce qui exige la réforme du secteur de sécurité et des organes de maintien de l'ordre, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des anciens combat-

éléments armés. Toutefois, M. Koenders a rassuré le Conseil de sécurité sur le fait que le Gouvernement avait pris des mesures et que des discussions avaient lieu en ce moment entre l'ONU et les autorités ivoiriennes pour décider de l'appui que la communauté internationale peut apporter.

Pour sa part, le Représentant permanent de la Côte d'Ivoire aux Nations Unies, Youssoufou Bamba s'est lui aussi voulu rassurant. Il a estimé que la Côte d'Ivoire



Le RSSG, Bert Koenders présentant le dossier ivoirien devant le Conseil de sécurité, le 26 janvier 2012 © UN/ONUCI

aujourd'hui de se concentrer sur d'autres priorités, notamment la réconciliation nationale, le désarmement et la réforme de l'appareil sécuritaire. »

Par ailleurs, le chef de la mission onusienne a mis l'accent sur l'importance de s'attaquer aux racines de la crise ivoirienne et de la question de l'impunité, tout en relevant que même si la situation en matière de sécurité se stabilise, que les personnes déplacées commencent à rentrer et que l'économie montre de nouveau une certaine résilience, la Côte d'Ivoire a encore besoin de l'appui du Conseil de

tants, la protection des civils et le retour des réfugiés et des personnes déplacées, la réconciliation nationale et la promotion des droits de l'homme », a déclaré le chef de l'ONU CI.

A ce propos, il a signalé qu'en dépit du fait que la situation restait relativement calme, l'insécurité persiste encore dans l'Ouest du pays ainsi que la menace des groupes armés aux frontières. Il a déploré le nombre important d'armes en circulation à Abidjan et dans tout le pays, toutes choses qui contribuent à accroître le taux de crimes et d'incidents impliquant des

effectuaient son retour sur la scène internationale et était prête à assumer de nouveau son rôle de pôle sous-régional de stabilité et de croissance, au service de la paix, de la sécurité et de la coopération internationales». Toutefois, a admis M. Bamba, « il est essentiel que les Ivoiriens eux-mêmes s'approprient la réforme du secteur de la sécurité (RSS), élément central de tout processus de normalisation ». Il a ensuite annoncé des assises nationales de la sécurité et de la défense pour favoriser un dialogue national entre les populations et l'armée ivoirienne.

Marie Mactar Niang

CATHERINE BRAGG PARTICIPE AU LANCEMENT DE L'APPEL CONSOLIDÉ POUR LA CÔTE D'IVOIRE...

Le Processus d'Appel Consolidé 2012 pour la Côte d'Ivoire (CAP-CI 2012) a été officiellement lancé le 16 janvier 2012 à Abidjan, à la faveur de la visite de trois jours en Côte d'Ivoire de la Sous-secrétaire générale des Affaires humanitaires des Nations Unies, Catherine Bragg.

Mme Bragg, également la coordinatrice adjointe des secours d'urgence de l'ONU a participé au lancement du CAP-CI 2012 en compagnie du Coordonnateur humanitaire du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey, et du Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité, Gilbert Koné Kafana.

La Sous-secrétaire générale des Affaires humanitaires des Nations Unies, a précisé au cours de la cérémonie de lancement du

cupération et fortement affecté par les séquelles des nombreuses crises qui l'ont touchée. Remerciant les différents organismes qui ont contribué à soulager les souffrances des populations affectées par la crise postélectorale, Mme Bragg a noté qu'en dépit des améliorations constatées, des défis restaient encore à relever. « Des besoins humanitaires importants restent à combler, particulièrement à l'ouest et au sud-ouest du pays où des problèmes de protection et de tensions communautaires liées à la problématique du foncier rural persistent. Dans ces régions, l'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et la provision en eau potable est très limité », a-elle noté.

Il faut noter qu'en 2012, l'action humanitaire se concentrera en priorité dans les régions plus problématiques de l'ouest et du sud-ouest, où des efforts conséquents devront

d'Ivoire, avant de parler des défis restants, notamment en matière d'éducation, de protection, de santé, de nutrition et d'habitat. « Nous avons l'impérieux devoir d'y apporter des réponses concrètes, intégrées et respectueuses des droits fondamentaux... Ma conviction est que les personnes déplacées ne pourront s'épanouir et vivre dignement que lorsqu'elles auront regagné leur état naturel afin de reprendre une vie communautaire normale », a-t-il déclaré.

Le Coordonnateur humanitaire, Ndolamb Ngokwey a présenté à cette occasion, le document officiel du CAP-CI 2012, à la suite de la projection d'un film documentaire sur les besoins humanitaires. Pour M. Ngokwey, ce document vise à identifier et à soutenir des solutions durables pour le retour des réfugiés. Il a indiqué que les efforts enregistrés en 2011 avaient besoin d'être renforcés par « l'appui au retour volontaire et digne des déplacés internes et des réfugiés dans un contexte sécuritaire, la restauration de l'autorité de l'Etat, la réforme du secteur de la sécurité et l'instauration de la justice et de la réconciliation ».

M. Ngokwey a rappelé que, si en 2011, le CAP avait pu obtenir 107 millions de dollars, soit 36% des besoins exprimés, le CAP-CI 2012 nécessite un financement de 173 millions de dollars pour réaliser 112 travaux dans les domaines suscités.

Comme prévu dans son programme, Mme Bragg, accompagnée de M Ndolamb Ngokwey et de responsables d'agences humanitaires, a effectué, mardi 17 janvier 2012, une visite de terrain dans la région du Moyen-Cavally pour s'imprégner de la situation humanitaire afin de mieux faire son plaidoyer auprès de la communauté internationale et des donateurs. Elle a ainsi visité les départements de Duékoué et de Guiglo et la sous-préfecture de Zéaglo (dans le département de Bolequin), la communauté de retournés à Zeaglo, le projet de réhabilitation d'habitations à Niambly et le camp de déplacés de Nahibly.

En réponse aux préoccupations soulevées, Mme Bragg s'est montrée rassurante. « Je compatis à votre souffrance. Vous m'avez exposé clairement vos différentes préoccupations. A mon tour, je puis vous assurer que je ferai un plaidoyer auprès de la communauté internationale et des bailleurs de fonds pour qu'ils continuent de venir en aide aux populations de l'ouest de la Côte d'Ivoire. »

Marie-Mactar



Catherine Bragg © UN/ONU CI

CAP-CI 2012 que l'objectif de sa visite « est d'évaluer la situation humanitaire neuf mois après la crise postélectorale, et de sensibiliser les donateurs et le public sur les besoins et défis restants, ainsi que sur la nécessité d'un financement conséquent tout au long de l'année afin de permettre une réponse humanitaire solide qui contribuera à la stabilisation ».

Elle a souligné que malgré la stabilisation et l'amélioration de la sécurité, la Côte d'Ivoire demeurait un pays fragile, en phase de ré-

encore être consentis. Des interventions dans les domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition devront également être poursuivies dans d'autres régions du centre et au nord du pays

Pour le Ministre d'Etat, Koné Kafana Gilbert, le CAP-CI 2012, instrument de mobilisation des ressources financières, vise à accroître la visibilité de l'action humanitaire. Il a remercié le Coordonnateur humanitaire et tous ceux qui se sont investis en vue d'apporter une réponse à la crise humanitaire en Côte

...ET PLAIDE POUR LES DÉPLACÉS DE GUERRE ET LES RÉFUGIÉS IVOIRIENS

Malgré la stabilisation et l'amélioration de la sécurité, la Côte d'Ivoire demeure un pays fragile, en phase de récupération et fortement affecté par les séquelles des nombreuses crises qui l'ont touché. » Ainsi s'exprimait la Sous-secrétaire générale des Affaires humanitaires des Nations Unies, à l'issue d'une visite officielle, de trois jours, dans ce pays, du 15 au 18 janvier 2012.

Un des grands moments du séjour de Caroline Bragg a été sa participation avec le Coordonnateur humanitaire du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey, et le Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité, Gilbert Koné Kafana, le 16 janvier 2012, au lancement du Processus d'appel consolidé 2012 pour la Côte d'Ivoire (CAP-CI 2012).

Selon Mme Bragg, qui est également la coordinatrice adjointe des secours d'urgence de l'ONU, l'objectif de sa visite était d'évaluer la situation humanitaire neuf mois après la crise postélectorale. Elle a, par ailleurs, demandé aux donateurs de continuer à venir en aide aux milliers d'ivoiriens déplacés par les violences post électorales.

Tout en remerciant les différents organismes qui ont contribué à soulager les souffrances des populations affectées par la crise postélectorale, Mme Bragg a noté qu'en dépit des améliorations constatées, des défis restaient encore à relever.

« Des besoins humanitaires importants



Mme Bragg en compagnie des humanitaires à Duekoué © UN/ONUCI

restent à combler, particulièrement à l'ouest et au sud-ouest du pays où des problèmes de protection et des tensions communautaires liées à la problématique du foncier rural persistent. Dans ces régions, l'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et la provision en eau potable est très limité », a-elle noté.

Presqu'un an après la crise plus de 186 000 ivoiriens continuent à être des déplacés internes tandis que plus 160 000 se sont réfugiés dans les pays limitrophes. Au plus fort de la crise l'année dernière, plus d'un million d'ivoi-

riens étaient des déplacés internes et 200,000 s'étaient réfugiés dans treize pays.

Selon Mme Bragg, « l'assistance aux personnes les plus vulnérables reste la priorité, spécialement dans les régions de l'ouest et du sud-ouest. ».

C'est en décembre 2007 que Mme Bragg a été nommée par le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon Sous-secrétaire générale des Affaires humanitaires de l'Organisation.

Michel Man

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

www.onuci.org

LE HCR SOULAGE LES POPULATIONS DES VILLAGES SINISTRÉS DE DALOA



Les déplacés faisant la queue pour recevoir de l'aide du HCR © UN/ONUCI

Le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) du Haut-Sassandra, poursuit sa politique d'assistance aux personnes vulnérables. Plus de 500 familles issues des villages de Koréa 1 et 2, Sébraguhé et Batéguédia, dans le département de Daloa, viennent de bénéficier d'une distribution gratuite en non vivres du HCR, en partenariat avec l'Organisation non gouvernementale, Vivre Informer Fraterniser (VIF), qui œuvre dans le renforcement de la cohésion sociale à Daloa.

La cérémonie officielle de distribution a eu lieu le 25 janvier 2012, à Batéguédia. Selon Guy René Dagbo, assistant protection au Bureau du HCR à Man, ces non vivres ou biens non comestibles sont composés, entre autres, de couvertures, de cartons de savon, de moustiquaires, de nattes, d'ustensiles de cuisines, de seaux etc.

L'initiative du HCR s'inscrit dans le cadre de l'appui de cette agence des Nations Unies aux personnes déplacées qui, du fait de la crise, ont dû fuir leur village. Batéguédia, on s'en souvient, a été le 21 novembre dernier, le théâtre d'affrontements violents entre populations et chasseurs traditionnels appelés couramment Dozos et qui a entraîné quatre pertes en vie humaines. En outre, plusieurs cases ont été incen-



Un déplacé recevant un don d'un employé du HCR © UN/ONUCI

diés. Conséquence, les populations ont tous déserté le village pour trouver refuge dans les plantations.

L'objectif de cette distribution, a rappelé l'assistant protection du HCR, est d'encourager les personnes déplacées à retourner dans leurs zones d'origine. Les populations de ces villages visiblement heureuses et soulagées par cette action du HCR, ont exprimé leur reconnaissance à l'institution donatrice. " Nous avons tout perdu ici. Et voilà que ce matin, l'ONU, à travers le HCR vient à notre secours. Nous nous félicitons de ce geste de réconfort" a soutenu Léon Méguié Sery, chef du village de

Batéguédia.

Selon lui, les casques bleus ont été la première force à se déployer dans son village lors des affrontements meurtriers de novembre dernier. Il estime que cette présence rapide avait permis de limiter les dégâts.

Cette distribution en non vivres du HCR, faut il le rappeler, a eu lieu également des semaines auparavant à Ouandia Séria et à Koffikro, deux villages du département d'Issia qui ont également été le théâtre d'affrontements intercommunautaires.

Anicet Bekrou

SITE DE NAHIBLY: LES ACTEURS HUMANITAIRES SE MOBILISENT POUR LES DÉPLACÉS

Initialement prévu pour désengorger la Mission catholique qui a accueilli le plus gros lot des personnes déplacées internes (PDI) lors de la crise postélectorale de novembre 2010, le site de Nahibly a une superficie de 32ha disponibles dont 24 ha aplanis. Il est subdivisé en 35 villages qui portent les noms de quartiers de Duékoué et de Bangolo.

Selon les dernières statistiques fournies par l'ONG Afrique secours et assistance (ASA), gestionnaire du site, ce sont 4556 personnes, soit 907 ménages, qui vivent à l'abri de 1.035 tentes sur le site de relocalisation ouvert depuis le 1er juillet 2011. Les conditions de vie dans cet immense camp ne sont pas des meilleures. A l'approche de la saison des pluies, ONG et PID lancent un cri d'alarme.

Rosalie Gahé Issihé est arrivée sur le site de Nahibly depuis juillet 2011. Cette veuve, originaire du village de Toazeo, dans la sous-préfecture de Duékoué, chef de ménage avec 7 enfants à charge, a décidé de ne pas se contenter des rations mensuelles en vivres assurées par l'ONG catholique Caritas. Elle a démarré un petit commerce de vente de piment et de gombo frais grâce à l'appui de son petit frère qui vit à Abidjan. « Ce n'est pas grand-chose, mais je ne peux pas m'asseoir toute la journée à ne rien faire. Ce commerce m'occupe et me donne des jetons », indique-t-elle.

Les pensionnaires de ce camp qui donne l'allure d'un gros village, des jeunes pour la plupart, se morfondent dans l'oisiveté. « Nous n'avons aucune activité. Quelques-uns parmi nous avaient été associés au départ à la construction du camp par les ONG International Rescue Committee (IRC) et Caritas, mais depuis, plus rien », se plaint Jacques Béonao.

Ce sont donc les humanitaires qui apportent une assistance entière aux PDI. A ce niveau, les « clusters » activés sont pilotés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour les questions de protection, d'abris, de vivres et non-vivres. L'approvisionnement en eau et l'assainissement est pris en compte par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour la popu-



Distribution de vivres sur le site de Nahibly © UN/ONU CI

lation (UNFPA) s'occupent des questions sanitaires.

Sur le terrain, diverses ONG nationales et internationales partenaires de mise en œuvre se retrouvent au quotidien aux côtés des populations. Caritas se charge de la distribution des vivres et non-vivres, la prise en charge psychologique, la nutrition, la construction des cuisines et la disposition des tentes. L'Association ivoirienne pour le bien-être familial (AIBEF) s'occupe des questions liées à la santé de la reproduction, AWECO et IRC gèrent des cas de violences basées sur le genre (VBG) et la restauration de la cohésion sociale. Save the Children assure l'éducation de la petite enfance avec une tente aménagée pour les activités d'éveil de 184 enfants de 3 à 5 ans. Norwegian Refugee Council (NRC) et Caritas DAPH sont impliqués dans la construction de salles de classe et les classes de rattrapage pour 1057 enfants scolarisés.

Pour garantir la sécurité sur le site, 4 guérites fonctionnelles sont tenues par des éléments du Bataillon marocain (MORBATT) de l'ONU CI qui veillent sur les populations, de jour comme de nuit. Malgré cet appui multiforme, des pro-

blèmes subsistent sur le site. Anne Léon, Superviseur pour le compte de ASA, expose : « L'adduction en eau potable a connu une rupture pendant environ deux semaines suite au non-paiement d'une facture due à la SODECI qui s'élevait à un peu plus 4 millions de francs CFA. Suite à un plaidoyer de l'UNICEF, le problème a été résolu. L'électricité est fournie par un groupe électrogène fourni et alimenté par le HCR, vu que le site n'est pas raccordé au réseau électrique de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE). Ce qui fait que 3 blocs seulement sur 7 bénéficient d'éclairage. »

Les rapports entre les acteurs humanitaires et les personnes déplacées sont cordiaux, même s'il existe souvent des incompréhensions vite levées après concertation avec les 35 délégués qui représentent les villages et quartiers. « Les PDI sont des personnes vulnérables et comme telles, elles sont souvent impatientes quand l'appui des partenaires ne vient pas à temps. Mais nous trouvons toujours un terrain d'entente », assure Anne Léon.

Suite à la page 9

Pour ce qui est des malentendus qui surviennent entre familles, un comité de règlement des conflits comprenant l'ensemble des délégués se charge de faire l'arbitrage.

Quand on évoque la question du retour dans leurs villages et quartiers d'origine ou la fermeture de Nahibly, les PDI ont la même position : il faut trouver une solution durable aux problèmes d'insécurité. Firmin Yro, leur porte-parole, se veut plus précis : « Nous ne sommes pas faits pour vivre dans des camps de déplacés, mais

des conditions doivent être réunies pour notre retour : réhabilitation ou reconstruction des maisons détruites ou endommagées, initiation d'activités génératrices de revenus pour les femmes, désarmement des forces parallèles, libération des plantations et habitations occupées. » Ce discours, il le tient à toutes les délégations humanitaires et gouvernementales qui se succèdent à Nahibly pour s'enquérir des conditions de vie des PDI. Les gros nuages qui obscurcissent le ciel annoncent que la saison des pluies ap-

proche à grands pas. Un sujet de préoccupation majeure pour les responsables d'ASA. « Les 1.035 tentes ont atteint et dépassé leur durée de vie de 6 mois. Si elles ne sont pas remplacées avant les grandes pluies, les conditions d'hygiène seront très précaires », prévient Anne Léon qui plaide aussi pour la résolution de tous les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement et à l'éclairage. En attendant, à Nahibly on vit au rythme des différentes contributions des acteurs humanitaires.

Charles Dago Totoukpo

LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE ECHANGE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE IVOIRIENNE

Le Système des Nations Unies (SNU) va établir un nouvel élan de partenariat avec la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), conduite par son Président le Dr. Patrick Ngouan. Cet engagement a été pris jeudi 26 janvier 2012 à l'issue d'une séance de travail entre cette structure et le Coordonnateur Humanitaire du SNU, Ndolamb Ngokwey qui avait à ses côtés, la Représentante de la FAO, Marie-Noëlle Koyara et le chef de OCHA, Carlos Geha.

Pour M. Ngokwey, ce nouveau partenariat peut-être bénéfique, tant pour les populations que pour l'efficacité des actions menées par le SNU. Selon ses propos, l'effort d'harmonisation des ressources, des budgets et de la communication des 17 agences onusiennes présentes en Côte d'Ivoire entre dans cette vision d'améliorer les choses. « Bien organisée, la société civile est un partenaire tout naturel et nous essayons de voir comment nous pouvons l'associer davantage, établir un partenariat encore plus efficace, à partir de développement de projets jusqu'à la mise en œuvre », a estimé le Coordonnateur Humanitaire.

M. Ngokwey a indiqué que le SNU avait de plusieurs fonctions dont celles d'établir des normes et de veiller au respect de leur application, la possibilité d'offrir une expertise dans plusieurs domaines, de contribuer au renforcement des capacités et des institutions et de faire du plaidoyer afin de répondre aux besoins de la société civile. « Nous avons marqué notre disponibilité à les appuyer en tant que SNU, qu'il s'agisse de journées de consensus national, pour travailler sur la Charte de la société civile. Nous pensons que la

Le Dr. Ngouan avait auparavant précisé au Coordonnateur humanitaire que la CSCI travaillait avec l'Etat dans un esprit de collaboration mais d'indépendance. Il a indiqué que l'une des ambitions de la société civile était d'influencer le processus politique, économique et social en faveur des populations.

Le Dr Ngouan s'est félicité de la position du SNU vis-à-vis de la CSCI. « Pour une organisation de la société civile, ce qui compte le plus c'est la crédibilité vis-à-

vis des pouvoirs publics, des populations et des partenaires. Je pense qu'on était sur la même longueur d'ondes et pour l'essentiel, ils nous ont donné des conseils et sur la base de certaines remarques qui permettront de nous corriger pour améliorer nos relations avec les partenaires, notamment avec le SNU sur un certain nombre de



Ndolamb Ngokwey avec les représentants de la société civile © UN/ONUCI

société civile mérite d'être soutenue accompagnée et appuyée», a déclaré M. Ngokwey en réponse aux préoccupations de la CSCI.

projets dont des projets ruraux, humanitaire ou qui touchent au développement satisfait le Président de la CSCI.

Marie-Mactar Niang

Visitez notre site web : www.onuci.org

PLUS D'UN MILLIER D'ÉLÈVES CÉLÈBRENT LA PAIX AVEC L'ONU CI À LAKOTA

« Dites Ayoka pour que triomphe la paix, l'amour et la réconciliation ». « Nous devons, à travers notre comportement de tous les jours cultiver la paix. » « C'est main dans la main, dans nos diversités culturelles et ethniques que nous devons nous unir pour bâtir notre cher et beau pays, la Côte d'Ivoire ». Voici quelques messages de paix proposés par les différentes délégations qui ont participé à la caravane scolaire de Lakota le 25 janvier dernier.

Plus d'un millier de collégiens et de lycéens issus d'une douzaine d'établissements d'enseignement public et privé du département de Lakota, ont pris part, dans une ambiance bon enfant à la caravane scolaire initiée par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI). Autour du thème « l'ONU CI et les élèves de Lakota main dans la main pour un environnement post crise apaisé », les élèves de Lakota ont enterré leurs différends nés du conflit postélectoral pour célébrer la paix par des chants, des poèmes et des saynètes.

Le Lycée Moderne Emile Boga Doudou est devenu pour une journée, le lieu de la célébration de la cohésion sociale retrouvée. Toute chose dont s'est réjoui le maire de Lakota, Zebi Groukou qui n'a pas manqué de féliciter, dans son discours, l'initiative prise par l'ONU CI. Albert Kouamenan Bosson, le Directeur régional de l'éducation nationale (DREN) de Divo dont relèvent les établissements scolaires de Lakota, a fait savoir aux élèves qu'ils avaient l'obligation de s'impliquer dans le processus de réconciliation en répandant partout un message de paix et de fraternité afin de bénéficier d'un avenir radieux.

Pour Franck Anderson Bayoro Koudougnon, élève en terminale au Lycée moderne Emile Boga Doudou et porte-parole de ses camarades de Lakota, « c'est de la bonne graine que l'ONU CI sème aujourd'hui, en inculquant à la jeunesse qui est l'avenir de ce pays, un comportement de paix. C'est la Côte d'Ivoire une et indivisible et unie dans sa diversité

qui en sortira vainqueur. » S'adressant aux élèves, Christine Mbelu du Bureau Electoral Régional (BER) de l'ONU CI à Divo les a invités à être des vecteurs de paix, du pardon, de l'unité retrouvée, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale au-delà de leurs clivages. Pour elle, « il n'y a pas un autre choix si on veut que la Côte d'Ivoire aille de l'avant. » Et, Mme Mbelu d'ajouter que « le jeune étudiant, pépinière de la Côte d'Ivoire de l'avenir devrait bannir la violence à l'école et ne plus être le prolongement de la fracture entre les communautés pour cultiver l'excellence, ainsi qu'une citoyenneté modèle pour la Côte d'Ivoire. »

vement à la caravane par des poèmes, des chants et des sketches qui avaient un dénominateur commun : la tolérance, la réconciliation, le bon voisinage, etc. Les élèves ont participé avec un engouement particulier au concours des "Génies en herbes" précédé de la lecture des messages de paix déclamés ou chantés.

Au cours des échanges qui ont suivi les exposés des différentes sections de l'ONU CI (Bureau de l'Information publique, Police des Nations Unies, Observateurs militaires et Bureau de l'assistance électorale), présentes à cette caravane, les élèves ont posé des ques-



Jeune participante exhibant son message paix © UN/ONU CI

A son tour, le préfet de Lakota, Yahaya Coulibaly a salué l'initiative de l'ONU CI et a demandé aux élèves de saisir cette occasion pour s'engager dans la voie de la paix afin d'assurer une bonne relève des cadres actuels qui sont appelés à laisser la place aux jeunes.

Outre le défilé et la présentation de différentes sections de l'ONU CI à Divo, les écoles ont pris part massivement et acti-

tions sur le rôle joué par la mission dans la résolution de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, ainsi que sur les mécanismes d'intervention de l'ONU dans les conflits qui surviennent dans le monde. Des questions auxquelles ont répondu les représentants de l'ONU CI.

Charles Dago Toutoukpo/Pierre Aby

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

BONGOUANOU ACCUEILLE LES JOURNEES DE L'ONU CI

Les populations de Bongouanou ont manifesté leur adhésion au processus de paix et décidé de sceller à nouveau les liens de fraternité et d'amitié entre les différentes communautés, mis à mal par la crise postélectorale qui a secoué la Côte d'Ivoire.

C'était à l'occasion de la 19^e édition des Journées de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (JDO) qui ont eu lieu dans cette ville du 25 au 27 février 2012.

Sortis massivement, les habitants de cette ville située à 200 km à l'est d'Abidjan, ont suivi avec attention et intérêt, les différentes activités au programme des JDO.

Le ton a été donné dès le 25 février. Ce jour-là, des milliers d'élèves des six établissements secondaires et techniques ont pris d'assaut le Lycée moderne de la localité, pour participer à la caravane scolaire, en présence du chef de délégation de l'ONUCI, le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies, Ndolamb Ngokwey.

S'adressant aux élèves, M. Ngokwey s'est dit impressionné par leur engagement pour la paix et la réconciliation. «Malgré les difficultés, les élèves, les parents et les éducateurs

se tournent résolument vers l'avenir et les agences du système des Nations Unies sont en partenariat avec Bongouanou afin que toutes les priorités se réalisent », a-t-il notamment déclaré.

Alors que des consultations médicales gratuites étaient offertes par le bataillon malawite de la Mission à des centaines de personnes, à Bongouanou, à Kotobi, à 8 km de la ville, une trentaine de journalistes et animateurs réfléchissaient sur

le thème : « la contribution des radios privées non commerciales au renforcement de la cohésion sociale. »

Des ateliers préparatoires avec les femmes, les jeunes, la chefferie traditionnelle et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) qui ont eu également lieu le même jour, l'on a retenu plusieurs recommandations dont l'engagement de tous dans les campagnes de sensibilisations à la paix et le désir de voir l'ONUCI et le SNU renforcer leur appui aux populations locales dans les domaines social, culturel, sécuritaire et éducatif.

L'inauguration du marché d'Arrah entièrement financé par l'ONUCI dans le cadre

occasion, le chef de la délégation a réitéré l'engagement de la Mission et du système des Nations Unies non seulement dans le processus de sortie de crise, mais également dans l'amarce du développement. Quant au préfet du département, Mathias Beudje Djoman, il a adressé sa reconnaissance à la mission avant d'exhorter ses administrés à s'inscrire sur la route de la paix, seule alternative pour le développement. « Votre forte mobilisation signifie que nous adhérons tous aux propos de l'ONUCI car nous n'attendons pas mieux que ces messages forts de paix, de cohésion et d'appel à une réconciliation vraie et réussie », a-t-il lancé aux populations.

Le sport et la culture ont aussi occupé une place de choix lors des JDO de Bongouanou. Football masculin et féminin, cross populaire, jeu du tir à la corde et un concert de musique géant ont été au menu du dernier jour de la manifestation. A noter que tous les soirs, les matches de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN 2012) étaient proposés au public sur écran géant par l'ONUCI.

Une occasion pour les différentes sections de la Mission d'échanger avec le public sur les sujets variés, allant des droits de l'homme, aux voies et moyens de restaurer la cohésion sociale

D'autres questions qui préoccupent les

Ivoiriens telles que la pandémie du VIH/Sida et des Violences basées sur le genre (VGB), ont été l'objet de discussions, entre d'une part, l'ONUCI et les agences du système des Nations Unies (ONUSIDA, UNFPA) et les partenaires locaux d'autre part.



Visite du stand de la section VIH/sida © UN/ONUCI

des Projets à impact rapide (QIP), a constitué un autre pan de ces JDO. Les populations ont exprimé leur reconnaissance à l'ONUCI et à ses partenaires pour leur contribution à cet important instrument pour la relance de l'économie locale.

Le deuxième jour des JDO a été marqué par la tenue d'un forum d'échanges avec les populations qui s'est déroulé en présence de centaines de personnes. A cette

Désiré Dago

ACTIONS CIVILO-MILITAIRES :

Arrah étrenne son nouveau marché offert par l'ONUCI

« Désormais finies la boue pâteuse après les pluies et les odeurs nauséabondes », s'exclamait récemment à Arrah, la représentante des commerçants de la ville, Félicité Nda. C'était lors de la cérémonie d'inauguration de l'extension du marché offert par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), aux populations de la ville, dans le cadre de ses Projets à impact rapide (QIP).

D'une valeur de 12 millions de FCFA, les bâtiments comprennent trois préaux, et deux magasins dont la première pierre a été posée en septembre 2010 par le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngogkwey.

Présent à la cérémonie auprès d'une population heureuse et dans une ambiance festive, M. Ngogkwey, élevé au rang de notable et baptisé Koffi Kpli, n'a pas caché son émotion de retrouver « ses frères, sœurs et les populations » auxquelles il se sent attaché. « Une pierre posée donne aujourd'hui un marché utile et fonctionnel. Tout cela est un motif de satisfaction », a-t-il indiqué.

« Nous inaugurons ce marché dans le contexte de la réconciliation et de la paix et cela est un signe très fort pour dire que l'on peut relancer l'économie », a dit le Représentant spécial adjoint. « Ce marché est une illustration exemplaire du partenariat privé-ONUCI », a conclu le Coordonnateur humanitaire.

Le Préfet d'Arrah, Benoit Kouaho et le Maire Jean Bouadou, ont chacun exprimé leur reconnaissance à l'ONUCI et assuré la mission du bon usage et de l'entretien quotidien du marché.

Plus tôt dans la journée, le Représentant spécial Adjoint accompagné de la Coordonnatrice-Pays ONUSIDA, Dr Claire Mulanga a assisté au lancement des journées de réconciliation et de paix de



Photo de famille à l'issue de l'inauguration du nouveau marché d'Arrah © UN/ONUCI

l'ONUCI à Bongouanou à travers la caravane scolaire à laquelle ont pris part plus de 300 lycéens, collégiens et élèves de la ville.

Ils se sont engagés, par la voix de leur porte-parole à faire en sorte que la paix revienne à l'école et à se mettre également à la disposition de la mission pour toute action visant la réconciliation, suivant ainsi le thème de la manifestation : « les élèves de Bongouanou s'engagent à promouvoir la paix et la réconciliation ». Le Coordonnateur humanitaire s'est dit impressionné par l'engagement pour la paix et la réconciliation, pour l'espoir et pour le partenariat. « Malgré les difficultés, la jeunesse, les parents et les éducateurs se tournent résolument vers l'avenir et les agences du Système des Nations Unies (SNU) sont en partenariat avec Bongouanou afin que toutes les priorités se réalisent », a-t-il estimé.

La Directrice départementale de l'Éducation Nationale de Bongouanou, Solange

Dion, s'est réjouie de cette initiative qui, a-t-elle souhaité, permettra à tous les élèves du Département d'intégrer les notions de réconciliation, de tolérance et de paix dans leur vie quotidienne.

Le Préfet du Département, Mathias Beugré Djoman a, avant de fermer la série des allocutions, dit son espoir de voir cette excellente tribune permettre à la jeunesse scolaire de participer à sa manière à l'œuvre de réconciliation des cœurs et des esprits dans le département. Il a invité à faire de Bongouanou un espace où il fait bon vivre, où l'on fuit l'oisiveté, l'alcoolisme et la drogue et la violence.

Au pas de charge, le Représentant spécial adjoint avait visité les consultations médicales gratuites offertes aux populations par le bataillon malawite. Il a également pris part aux différents ateliers d'échanges et d'information des

Désiré Dago

FRÉQUENCES ONUCI FM

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GAGNOA 91.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3





CAN 2012

L'ONU CI OFFRE UNE PLATEFORME DE RETROUVAILLES AUX POPULATIONS GRÂCE À LA PROJECTION DES RENCONTRES

La Coupe d'Afrique des Nations 2012 se déroule conjointement au Gabon et en Guinée Equatoriale du 21 janvier au 12 février. Comme elle l'a fait lors des précédentes compétitions sportives continentales et mondiales, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) offre des projections publiques de matches de cette compétition aux populations de différentes villes du pays.

Cette plateforme sportive et de retrouvailles permettra à l'ONU CI de communiquer avec les populations autour des activités de la Mission mais surtout, au regard des valeurs que prône le sport, de les sensibiliser pour une réconciliation vraie, la cohésion sociale, soubassement de tout développement.

Ces actions, menées dans différentes régions de Côte d'Ivoire avec comme leitmotiv, le rassemblement, la tolérance et la réconciliation nationale par le sport, entrent dans le cadre du programme « Sport et Paix », qui fait partie intégrante de la stratégie de communication de l'ONU CI. Un constat s'est imposé durant la crise civilo-militaire vécue par la Côte d'Ivoire, le sport a fédéré plus d'un confirmant facteur rassembleur. C'est donc une juste utilisation de ce moyen pour soutenir la Côte d'Ivoire dans sa quête de normalité.

Durant ces projections publiques, l'ONU CI et ses partenaires s'emploieront à faire de la sensibilisation sur des thématiques diverses comme les Droits de l'homme, le VIH Sida, la non violence, la culture de la paix, la cohésion sociale. Des éléments qui pris en compte, peuvent permettre une amélioration personnelle du comportement pour le bien de la communauté.

Les partenaires sur le terrain que sont les municipalités, le corps préfectoral, les jeunes, les femmes, les chefs tradition-



La joie des supporters après le but des «Éléphants» lors de la demi-finale de la CAN 2012 © UN/ONU CI

nels, religieux et de communautés, ont dès l'annonce de la tenue de cette activité, confirmé leur engagement. Leur contribution et leurs messages sont attendus pour concourir au processus de sortie de crise. Une appropriation de la réconciliation nationale est également recherchée avec l'appui de l'ONU CI. Les matches des pays des communautés vivant en Côte d'Ivoire seront également projetés. Pour l'ONU CI, la contribution pour une paix durable concerne toutes les couches de la population pour une cohésion nationale inclusive.

La mission onusienne a prévu de soutenir ces plateformes de sensibilisation sur le terrain par un message du Chef de l'ONU CI, Bert Koenders, par la création « d'une page spéciale « CAN 2012 » sur le site www.onuci.org où les internautes pourront prendre connaissance des activités menées sur le terrain autour de la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la paix.

ONU CI FM, la radio des Nations Unies en Côte d'Ivoire a dépêché un envoyé spécial pour la couverture de ce rendez-vous du football africain en Guinée Equatoriale pour permettre à tous les auditeurs de la fréquence de la paix de vivre cette CAN avec en toile de fond, le fair-play des acteurs, des populations et des supporters.

La mission onusienne reste convaincue que la cohésion sociale prise dans sa globalité est primordiale pour une équipe qui aspire au succès, elle l'est aussi pour un pays qui ambitionne de se développer et d'occuper une place de choix dans le concert des Nations.

L'ONU CI continuera donc d'encourager, de soutenir et d'accompagner toutes les initiatives sportives inclusives, allant dans le sens de l'unité et le dialogue. Le sport, qui, on ne le rappellera jamais assez, a directement ou indirectement aidé au rapprochement des populations ivoiriennes.

Eliane Hervo-Akendengué